



L'affront fait au dialogue social

22 septembre 2014

**L'édito de Pascale Coton pour
La Lettre confédérale CFTC 1468**

À quel jeu joue le président du Medef ? Il chercherait à faire descendre les Français dans la rue qu'il ne s'y prendrait pas autrement !

Prétendre que la suppression de deux jours fériés et des 35 heures, l'élargissement du travail du dimanche et de nuit, ainsi que la possibilité pour les entreprises de déroger au Smic, permettront de créer un million d'emplois relève au mieux du fantasme, au pire de la folie douce, en tout cas de l'idéologie. Surtout que cette déclaration intervient après celle selon laquelle la baisse de cent milliards des cotisations sociales et de la fiscalité sur les entreprises créera un autre million d'emplois... Et voilà deux millions d'emplois créés en deux coups de cuillère à pot ! Qui dit mieux ? Tant qu'à en rajouter dans l'outrance, le patron des patrons pourrait proposer de revenir sur l'ensemble du pacte social français.

À la lecture de ces propositions, on peut tout reprocher au Medef sauf de ne pas avoir de la suite dans les idées. N'est-ce pas un autre dirigeant patronal qui déclarait il y a quelques années : « Il s'agit de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance » ?

Remarquez, on peut le comprendre : parmi les rédacteurs de ce programme ne figure aucun représentant d'organisation patronale ; trouvez l'erreur... Les propos de M. Gattaz sont inadmissibles ! D'autant plus que quelques jours avant cette provocation gratuite, les partenaires sociaux se réunissaient pour dresser l'agenda social de l'année et que ces sujets n'ont pas fait partie des discussions. Il s'agit là d'un affront au dialogue social. L'heure n'est pas aux déclarations à l'emporte-pièce, mais au travail sérieux. C'est pourquoi la CFTC a décliné l'invitation du Medef à se rendre à une rencontre préparatoire à la négociation de la modernisation du dialogue social.

La politique de la chaise vide n'est pas dans nos habitudes, mais la gravité de la situation l'imposait. Pour finir, je désirerais formuler un souhait : que le Medef revienne à des considérations plus respectueuses de ses partenaires et du bien commun.

Pascale Coton,
Secrétaire Générale